



Chers parents

Le 22 mai sera une nouvelle journée de grève et d'action à l'initiative de TOUTES les organisations syndicales de la Fonction Publique qui appellent tou.te.s les agent.e.s des trois versants (territoriale, Hospitalière et Etat) à se faire entendre.

Après avoir confirmé le retour du jour de carence, maintenu le gel des salaires, renoncé à augmenter le pouvoir d'achat par le biais de la CSG (comme c'est le cas dans le privé), le gouvernement annonce de nouvelles mesures inquiétantes pour les services publics et les fonctionnaires : un plan de départs volontaires, la confirmation de la suppression de 120 000 postes sur le quinquennat, l'assouplissement du statut de fonctionnaires, ou encore une rémunération individualisée.

Dans les administrations de l'État, dans les hôpitaux publics et dans les collectivités territoriales, on ne compte plus les services fonctionnant dans des conditions dramatiques, sans les moyens nécessaires – qu'ils soient humains ou budgétaires – et dans lesquels les conditions de travail sont détériorées comme jamais.

Dans l'Education Nationale, les créations de postes pour 2018 ne sont pas à la hauteur des besoins. Alors qu'il y a une baisse démographique et que cela aurait été l'occasion d'abaisser les effectifs, mesure qui a une efficacité sur la réussite des élèves, cela ne sera pas possible. La priorité sur les dédoublements des classes en éducation prioritaire, parce que les moyens nécessaires n'ont pas été prévus, se fait au détriment de tous les autres besoins et des effectifs des autres classes (**Dans notre département 27 dédoublements en CP/CE1 en REP et REP+ entraînant 41 fermetures pour 18 ouvertures seulement !! avec des maternelles à 28, 29, 30 élèves, voire plus par classes et plus de 27 en élémentaire**).

De ce fait, à cette rentrée, la création de postes de maîtres supplémentaires se fait à minima (**- de 5 postes dans notre département**), les efforts sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans sont « gelés », les besoins en remplacement insuffisamment dotés comme ceux concernant les Réseaux d'Aides Spécialisées (RASED).

L'école et plus généralement les services publics et leurs salariés que sont les fonctionnaires ne sont pas un coût mais un investissement pour l'avenir parce qu'ils permettent de **construire une société plus juste et plus solidaire pour tous les usagers que vous êtes.**

La Fonction publique, qui n'est pas en France plus importante ni plus coûteuse qu'ailleurs est surtout garante de l'intérêt général au service, de valeurs communes partagées, de progrès social et de davantage de solidarité.

Le Gouvernement continuant à faire la sourde oreille à nos revendications du 10 octobre, du 22 mars, du 19 avril et du 1^{er} mai, il est temps d'amplifier notre contestation. Nous comptons donc sur votre soutien, voire votre participation, à ce nouvel appel à la grève le 22 mai prochain.

D'autres choix sont possibles afin de développer et améliorer plutôt que de tenter de dégrader les services publics sur tout le territoire.

L'équipe enseignante